

PRÉSENTATION

Sociétés pastorales et développement :

histoire des politiques et critique des doctrines

François POUILLON*

« Nomads are a nuisance, and not only to a centralising State : they are awkward even for *theory* ... » Ernest Gellner (« Anomalies of no Fixed Abode », *Time Literary Supplement*, n° 4067, 1981).

L'AVENIR D'UNE ILLUSION

Il y a si longtemps que l'on considère les pasteurs nomades comme les représentants d'une formule sociologique obsolète, en tout cas condamnée à court terme, que l'on devrait commencer à s'étonner qu'ils se soient maintenus jusqu'à nous. Sans doute les épreuves qu'ils ont traversées récemment appelaient les diagnostics les plus pessimistes : repoussés par des agricultures conquérantes, cantonnés dans des zones déshéritées dont les conditions se détérioraient à vue d'œil, chassés de régions frontières mises en litiges armés, abandonnés par des pouvoirs basés dans des villes trop lointaines, décalés dans leur siècle en raison de mentalités et d'un mode de vie surannés, c'était bien la légitimité historique qui leur faisait désormais défaut. À une époque où l'on pensait encore que l'agriculture manquait de bras, la sollicitude qu'on leur témoignait ne visait à rien d'autre qu'à les conduire vers une inéluctable sédentarisation.

Si le développement est tard venu au monde pastoral, c'est donc que l'on pensait trop fort qu'il pût jamais s'ouvrir au progrès.

* EHESS, 54, bd. Raspail, 75006 Paris.

Passée l'époque des pacifications civilisatrices, les interventions dans les zones qu'on lui concédait — mais en les déclarant terres « collectives » — visaient moins les hommes que leurs troupeaux. Elles se limitèrent longtemps aux équipements publics, comme l'hydraulique, ou à l'encadrement sanitaire. Il a fallu l'urgence pathétique, suite d'une crise climatique et écologique exceptionnellement grave (et jugée de ce fait finale), pour que l'on se préoccupe d'implanter des « projets » chez les nomades. En faisant la preuve de leur capacité à se reconstituer et à se réorganiser, les sociétés pastorales avaient rappelé qu'elles maîtrisaient encore un secteur important de l'économie, qui pourrait bien être perçu comme spéculatif.

Les expériences, menées avec des succès divers, se sont rapidement multipliées. Si elles n'ont pas toutes perduré, on disposait déjà du recul nécessaire pour en tirer des leçons. Le fonds de données disponible permettait de chercher ce qui inspire et donne forme à une intervention dans le domaine pastoral ; ce qui la fait réussir ou échouer : on pouvait ébaucher une histoire des politiques appliquées aux pasteurs nomades.

La question n'allait pourtant pas de soi. Car il en est du développement un peu comme de la médecine : une récapitulation historique y est toujours douloureusement critique. Le rappel des errements passés jette un doute sur l'infailibilité actuelle des remèdes proposés. Et ce soupçon mine le fondement même de leur efficacité, qui tient précisément à la croyance ingénue qu'on y met. Pourtant l'avènement d'un âge positif doit bien être marqué, dans ce domaine aussi, par cette capacité à prendre toute la mesure des bourdes passées et à procéder ensuite avec plus de circonspection. C'est à cette condition que de tels examens de conscience peuvent informer l'action au lieu de la paralyser.

Sans doute l'époque nous engage-t-elle aussi à de telles mises en perspective : une fois sorti des illusions symétriques du progrès technocratique et de la révolution socialisante, on peut tirer enseignement des fiascos autant que des succès. Il devient même urgent d'en prendre toute la mesure car les populations « cibles » — on dit ainsi — n'ont pas attendu pour les inclure à leur histoire : elles voient venir d'un œil averti les vagues successives d'anges salvateurs qui leur sont régulièrement dépêchés. Cette récapitulation suit aussi la crise durable des métropoles industrielles, qui impose à tous une discipline économique plus sévère. Passés les « trente glorieuses » et le boom pétrolier, l'ère des mannes providentielles s'achève. Avec la crise, générale, des idéologies, celle du tiers-mondisme doit aussi compter ses jours. Reste l'exigence d'un bilan critique à propos d'une série d'opérations et de mesures, qui ont désormais valeur d'expérience.

Nous voudrions ici reconstituer certaines lignes du parcours mouvementé qui a conduit les pasteurs nomades de cet état quasi biblique où la colonisation semblait les avoir laissés, à l'âge de fer du marché qui les a bel et bien rejoints aujourd'hui, quand ils se trouvent contraints de vendre du bétail pour payer l'eau et les fourrages nécessaires à la survie du troupeau; et qu'ils doivent, pour perpétuer les traditions pastorales, devenir les bergers des nouvelles aristocraties urbaines et produire à leur intention de la viande de boucherie! Ce parcours du monde pastoral a été marqué par un certain nombre d'événements, qui sont finalement assez bien connus. Il a été marqué surtout par une évolution des politiques et, corrélativement, des théories. Il sera question ici de l'élaboration de ces politiques et de ces théories «scientifiques», ainsi que des rapports très intenses qui les relient.

D'OÙ VIENNENT LES IDÉES JUSTES?

Il y a quelques années, on aurait sans doute cherché un grand horloger. On sait aujourd'hui qu'il y a autant de désordre que d'intelligence dans cette mécanique et qu'il ne suffirait pas de trouver, sous chaque intervention, l'intention maligne de l'État ou le complot des impérialismes qui l'inspirent. L'économie politique, traditionnellement désignée comme la servante, a été ainsi relativement disculpée : dans ces affaires d'«aide» ou d'«indépendance alimentaire», la gabegie et la recherche d'une rentabilité toute symbolique tendent à faire douter de la rationalité des agents. Il est finalement trop facile d'accuser les bourgeoisies et nomenklaturas de tous ordres, d'inspirer des décisions absurdes guidées par des intérêts étroits.

Cette fois, la responsabilité des techniciens et des théoriciens est apparue en pleine lumière. On entend en effet comme une litanie chez les développeurs eux-mêmes, et dans la presse bien pensante, que les rapports d'experts, avec leurs injonctions et leurs critiques, restent le plus souvent lettre morte. Ce n'est pas toujours le cas, malheureusement. Face aux crises actuelles, le désarroi des pouvoirs est si grand qu'ils sont prêts à appuyer des lubies chimériques, pourvu que cela maintienne les flux financiers dont ils sont susceptibles de tirer une dîme. En quête de solutions miracles pour sortir d'un marasme économique lourd de conséquences sociologiques, il faut avoir des idées. Par la force des choses, les bailleurs de fonds internationaux, les législateurs et les planificateurs nationaux, les développeurs en poste ou en visite et, finalement, les agents locaux doivent bien trouver ces idées chez les

producteurs patentés : les « spécialistes », les « experts », les « savants ».

Comment des idées se transforment-elles en politiques ? Comment évoluent-elles suite à leur rencontre avec les rugueuses réalités historiques ? Comment certaines peuvent-elles se développer et perdurer, malgré les démentis flagrants que ces réalités leur opposent ? Le plus simple était de commencer par faire l'historique des politiques pastorales : à partir de quelques paramètres importants, tant dans le registre technique que de celui de la doctrine ; ou bien à partir de l'étude de projets précis, qui sont toujours l'incarnation d'une politique et d'une philosophie du pastoralisme. Il était plus difficile de faire le chemin inverse, et montrer comment une idée finissait par s'imposer au monde pastoral, pour des raisons qui n'étaient pas toujours scientifiques, trouvant sa voie institutionnelle, par le truchement d'une série d'agents s'accordant à lui fournir une légitimité. On trouvera ici une illustration de ces deux trajectoires.

Le travail de confection de ce numéro nous a aidé à faire une sorte de bilan de l'avancement du travail critique dans notre domaine. Ainsi, sur un terrain quasi vierge, mais bien balisé, l'histoire des interventions techniques a pu être efficacement menée. Du fait de leur visibilité, des vertus qui leur sont imputées, ces interventions ont un fort rendement symbolique. Du fait de leur coût, elles offrent de bonnes possibilités de prébendes et sont évidemment choyées par les pouvoirs. On a souligné de longue date leur caractère unidimensionnel, et leurs effets pervers. Et il n'est plus besoin d'accuser leur aveuglement sociologique : il fut même, un temps, délibéré. Du reste, il ne saurait être compté comme négatif qu'au regard d'une conception naïve du progrès humain — celle qui croit qu'une production de richesse nouvelle peut aller sans une accentuation des inégalités, ou une vulgarisation des moyens d'action sur les choses sans l'aggravation du pouvoir sur les hommes. La mise en cause d'une technologie à tout crin a été si bien avancée que chacun s'accorde désormais sur la nécessité d'une vision globale, en particulier au regard de l'écologie.

Ainsi, paradoxalement, et en dépit du poids des corporatismes, la critique paraît plus avancée dans le domaine « technique » que dans celui des sciences humaines. On n'a pas trouvé, par exemple d'économiste prêt à discuter l'usage sauvage de la comptabilité nationale dans la méthode dite « des effets ». En sociologie, le bilan de l'immense littérature suscitée par la sécheresse reste à faire ; ainsi que l'histoire des groupes de recherche spécialisés sur le pastoralisme. De plus si l'on s'accommode assez facilement, dans les sciences humaines de la critique conceptuelle, on a plus de mal à mettre en évidence les dégâts qu'y provoquent des préjugés

séculaires, encore mal maîtrisés : ceux-ci n'affectent pas seulement les savants, mais sont, avec quelques décalages, dangereusement récupérés par les politiques, qui se chargent de les faire passer dans la réalité — qu'il suffise d'évoquer l'exemple de l'invention et de l'institution quasi générale de cette absurdité socio-économique, sans passé ni fonction, et qui s'appelle « zone pastorale ».

Malgré ces limites, nous pensons être parvenus à éviter deux écueils majeurs :

— l'enclavement entre sciences « dures » et « humaines », en rassemblant des spécialistes de formations très diverses, pour des entreprises critiques, souvent virulentes, mais généralement menées de l'intérieur et dans une perspective positive,

— l'opposition entre théorie et pratique du développement : on ne répètera pas ici le dialogue de sourds entre des donneurs de leçons à distance (conceptuelles ou morales — c'est-à-dire politiques) et des agents à la base qui, de façon faussement modeste, prétendent se limiter aux réalités concrètes du terrain. Tous les auteurs, ou quasiment, ont été personnellement impliqués dans des opérations et témoignaient ainsi à la fois d'une expérience et d'une réflexion sur une pratique.

C'est le signe d'une certaine maturité. Dans les questions dont nous traitons, les réseaux de déterminations se mêlent au point qu'il ne s'agit plus, comme dans l'enquête policière, de désigner un coupable : si crime il y a, c'est que tout le monde en a un peu profité ; ou même, comme dans certain roman d'Agatha Christie, y a un peu participé. Et les forces qui animent le vaste mouvement des choses sont, sauf exception, inintentionnelles. Nous prétendons seulement avoir fait ici de l'histoire sociale : celles des sociétés pastorales et des institutions implantées en leur sein ; celle des idées et des politiques qui animent le monde du développement ; celles des relations en tous sens entre ces registres relativement autonomes mais condamnés à interférer. Dans ce champ immense, qui reste à défricher, nous serions satisfaits d'avoir ouvert utilement quelques chemins forestiers.

REMERCIEMENTS : Angelo M. BONFIGLIOLI, Philippe COUTY, Étienne LANDAIS et, surtout, Jocelyne DAKHLIA ont bien voulu participer au travail de lecture et de révision des articles de ce dossier.